

EURO-AFRICA-ICT 2007

Opening address : Jean-François Soupizet

Lieu : Bruxelles

Date : 8 mars 2007

Merci de cette introduction.

Nous assistons à une évolution des équilibres internationaux Nord-Sud. Les pays du Sud ont désormais un poids économique important, près de 50 % du PIB mondial mesuré en parité de pouvoir d'achat, selon The Economist.

les pays émergents progressent désormais à marche forcée et s'imposent comme les nouveaux compétiteurs. Rompant le schéma traditionnel de l'exportation des matières premières ou de produits peu sophistiqués, ils remettent en cause l'équilibre des échanges y compris sur les produits à forte valeur ajoutée.

Mais les progrès ne sont pas uniformes et cachent des situations très diversifiées : les économies émergentes menacent aussi le tissu industriel d'autres pays en développement. Enfin, l'Afrique, bénéficiant des tensions sur les marchés des matières premières, a enregistré quatre années de fortes croissances.

Dans ce contexte, il existe un risque de repli protectionniste, encouragé par les opinions publiques des pays industrialisés, effrayées par les délocalisations. Dans le même temps, les négociations multilatérales piétinent et les négociations bilatérales se multiplient.

En fait, l'enjeu peut se résumer ainsi: intégrer les nouveaux acteurs dans l'économie mondiale en réseau et les amener à en suivre des règles négociées. L'alternative, le danger d'un front de pays du Sud (G20), agissant en franc tireurs, imposant ses propres règles sur une partie des marchés mondiaux et déstabilisant les échanges ne peut être sous-estimé.

La coopération scientifique, comme le dialogue et le commerce participe de cette intégration des nouveaux acteurs dans le réseau mondial. La coopération internationale dans ce domaine est d'autant plus attractive qu'elle peut contribuer à relever de défis globaux, y compris en matière de développement en référence aux Objectifs de Développement du Millénaire.

Dans ce contexte, et puisque vous m'avez invité à dire quelques mots sur les leçons que j'ai tiré des mes recherches sur la fracture numérique. Je voudrais insister sur un phénomène nouveau, le rôle économique des offres de biens ou de services peu chères (low cost). A cet égard, l'exemple de la téléphone mobile et de son extraordinaire diffusion est révélatrice. Face à une demande potentielle forte, il y a eu combinaison d'une offre technologique performante et simple à utiliser et d'un business model (la carte prépayée) qui en ont assuré le succès.

Mais au-delà, une offre à bas coût s'est développée, grâce à TELENOR au Bangladesh avec Gameen Phone et à de nombreux autres développements informels impliquant la vente de minutes de téléphonie sur les marchés des grandes villes. Ces offres ont montré la validité d'un modèle de téléphonie peu chère (low cost).

C'est une démarche inspirée de l'expérience du micro-crédit dont l'inventeur, Mohamed Yunus, a récemment été récompensé par le prix Nobel de la paix.

Cette expérience du Low Cost s'est étendue récemment aux véhicules automobiles à l'initiative de la marque Renault, avec son modèle Logan, selon un schéma qui sera repris par la concurrence, y compris par des fabricants indiens.

J'en résumerai ici les facteurs décisifs de l'offre "peu chère" :

- l'existence d'une technologie innovante;
- l'appui d'un instrument de production industriel de masse;
- un business model adapté;
- un réseau de distribution proche du niveau socio-économique de ses clients.

Il me paraît que les projets de recherche, que le réseau Euro-Africa-ICT cherche à promouvoir, pourrait s'inspirer aussi de cette expérience pour orienter dans différents secteurs les travaux sur des voies qui pourraient déboucher sur des applications susceptibles de délivrer des services "peu chers", c'est-à-dire accessible à la majorité des citoyens des pays concernés par cette initiative.

Je vous remercie.

Jean-François Soupizet